



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Rue Cité du Mas de Tesse - Commune de Montpellier - Poursuite de la procédure de transfert d'office avec recours à Monsieur le Préfet

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a initié une procédure de transfert d'office en vue d'intégrer dans le domaine public métropolitain la voie privée ouverte à la circulation publique dénommée rue Cité du Mas de Tesse, cadastrée KS 40, commune de Montpellier.

Cette voie est bordée par une quinzaine de parcelles, un immeuble d'habitation, des bâtiments à usages commerciaux, le lycée Jules Guesde et les équipements sportifs municipaux Delylle et Ostermeyer. En outre, cette voie arrive en impasse sur la propriété de la clinique Clémentville, dont la desserte véhicule et piétonne est problématique dans un quartier à forte densité urbaine.

Le classement permettrait la réalisation de travaux de réfection et d'aménagement de la voirie fortement dégradée, notamment au niveau de la chaussée, de la mise aux normes du réseau humide unitaire, et de confirmer la prise en charge par la collectivité de l'éclairage extérieur. En outre, la création de trottoirs avec accès aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR), l'organisation du stationnement, la mise en sécurité de la sortie de la rue Cité du Mas de Tesse sur l'avenue de Lodève seraient mises en œuvre.

L'intégration dans le domaine public métropolitain fonderait, en outre, la Métropole à autoriser la sortie en sens unique du parking de la clinique Clémentville et la circulation des piétons entre la clinique et l'arrêt de tramway situé avenue de Lodève, améliorant la circulation et le stationnement dans le quartier.

La procédure de transfert d'office, initiée par décision métropolitaine n°D2017-1051 en date du 15 janvier 2018, a été poursuivie par le déroulement d'une enquête publique du lundi 19 mars 2018 au jeudi 5 avril 2018 inclus.

A l'issue de l'enquête, le 3 mai 2018, Monsieur le Commissaire Enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions en émettant un avis favorable au transfert d'office de cette voie dans le domaine public métropolitain du fait de l'intérêt général du projet.

Toutefois, malgré des manifestations de soutien au classement et une pétition favorable d'usagers de la clinique, des oppositions au projet se sont manifestées par des réserves portées au registre d'enquête par certains riverains. Dès lors, il convient d'avoir recours à un arrêté de Monsieur le Préfet pour permettre ce classement conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer l'intégration dans le domaine public métropolitain de la voie dénommée rue Cité du Mas de Tesse, cadastrée KS 40 à Montpellier, conformément à l'avis favorable émis par Monsieur le Commissaire Enquêteur,
- solliciter un arrêté de Monsieur le Préfet portant transfert de la voie dans le domaine public métropolitain, compte tenu de l'opposition au projet de transfert d'office, manifestée sur le registre d'enquête par les riverains,
- dire qu'un arrêté préfectoral favorable, portant transfert d'office de la parcelle susvisée, vaudra classement sans indemnité dans le domaine public métropolitain et éteindra tous droits réels et personnels sur la parcelle transférée, conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme,
- faire procéder à l'enregistrement de l'acte de transfert au fichier de la conservation des hypothèques de Montpellier I,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document lié à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47228-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Plan de situation.pdf
- Extrait cadastre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.